

---

## [L'arnaque de « l'indépendance financière » de la Grèce](#)

Le 28-08-2018

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)



***Par Joël Perichaud, secrétaire national du Parti de la démondialisation chargé des relations internationales***

*21 aout 2018*

Après 8 ans de sacrifices et d'humiliation pour le peuple grec, le 20 aout 2018 est un jour de liesse...pour l'Union européenne, son valet Alexis Tsipras et le néolibéralisme mondial : la Grèce retrouverait son indépendance financière grâce aux « plans d'aide » de l'UE, du capitalisme mondialisé et de la « bonne volonté » de Tsipras.

Le troisième plan de l'aide octroyée par le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne (15 milliards d'euros) arrive à son terme. En trois plans successifs (2010, 2012 et 2015) la Grèce aura reçu 289

---

milliards d'euros de prêts. « *Un nouvel horizon se profile* », s'est félicité le gouvernement d'Alexis Tsipras. Le Parlement grec a, quant à lui, voté 16 plans de mesures qui ont laminé l'Etat social, paupérisé la population et jeté des millions de Grecs dans les rues.

Les autorités européennes sont satisfaites. La « sortie de crise grecque » a été saluée par Pierre Moscovici, Commissaire européen aux affaires économiques et financières... et l'un des fossoyeurs du peuple grec. Selon Moscovici: « Tel Ulysse de retour à Ithaque, la Grèce arrive enfin à destination aujourd'hui, dix ans après le début d'une longue récession »... qu'il a lui-même imposé.

## **Bilan social désastreux**

Depuis 2010, la Grèce a perdu un quart de son PIB et a connu 8 années de récession. Le chômage a atteint jusqu'à 28%. En échange d'un prêt de 274 milliards d'euros, le FMI et l'Union européenne ont imposé une austérité sans fin à la population. Le Parlement grec, complice de la Troïka, a voté 450 réformes structurelles. Les impôts de la moitié la plus pauvre de la population ont augmenté de 339%, les 10% les plus en difficulté perdant 86% de leur revenu. Le salaire minimum a baissé de 200 euros, pour s'établir à 683 euros par mois, tout comme les indemnités de licenciement. Les périodes d'essai ont été considérablement allongées.

Les retraités ont également été laminés : les retraites ont baissé d'environ 50% depuis 2010, et s'élèvent à 633 euros par mois. En 2022, l'âge de départ à la retraite sera porté à 67 ans. L'allocation de solidarité pour les retraites inférieures à 700 euros sera bientôt supprimée. Alors que la Grèce avait un des taux de suicide les plus bas d'Europe en 2009, celui-ci a augmenté de 35% en 8 ans. Le système national de santé grec a été démantelé par l'application d'un ensemble de mesures imposées depuis 2010 : Cinq des huit hôpitaux psychiatriques ont fermé, mais le pourcentage des internements forcés sur le total des hospitalisations a explosé passant à 67,5 % (12,3% en France). Plus de 300.000 jeunes (environ un tiers de la population de 15 à 29 ans), pour une bonne partie qualifiés, ont quitté le pays.

La Grèce doit rembourser les prêts de la Troïka, alors que son taux de chômage dépasse toujours les 21%, et atteint même 48% pour les moins de vingt-cinq ans.

## **Dettes : Les grecs en liberté surveillée et soumis à l'austérité à perpétuité**

Au total, 289 milliards d'euros ont été versés à la Grèce, uniquement pour lui permettre de rembourser une dette qu'elle était incapable d'honorer. Mais son niveau actuel (180 % du PIB) porte les germes d'une nouvelle crise. *Cette dette colossale annulera l'hypothétique croissance du pays puisqu'il va devoir consacrer une grande partie du revenu national à son remboursement. C'est autant de ressources qui ne seront pas investies dans l'économie ou dont la population ne bénéficiera pas.*

Preuve que le pays ne repart pas du meilleur pied, le FMI, qui a largement contribué à la crise grecque, doute dans son dernier rapport du réalisme des prévisions de croissance affichées par l'UE pour les années à venir. Le FMI affirme même que, tôt ou tard, la Grèce aura besoin d'un nouveau rééchelonnement de sa dette ou mieux, d'un effacement partiel.

Contrairement aux annonces, la Grèce ne « referme pas une douloureuse parenthèse » et ne retrouvera pas d'autonomie budgétaire et fiscale.

D'ici à 2022, le pays devra se soumettre à un audit de ses comptes publics quatre fois l'an, par la Commission et le Mécanisme européen de stabilité (MES), et risquera de voir l'accord du 21 juin (entré en

---

vigueur ce 20 Août) suspendu en cas de remise en cause des réformes agréées durant les « plans d'aide » en particulier, en cas de remise en cause des coupures drastiques exigées par l'UE sur les retraites.

La Grèce devra dégager un surplus budgétaire avant paiement des dettes de 3,5 % de son PIB jusqu'en 2022, puis de 2,2 % en moyenne pendant encore... trente-sept ans !

Les privatisations vont se poursuivre : la quasi totalité des infrastructures grecques ont été vendues. Les 15 meilleurs aéroports du pays ont été cédés à une société allemande (Framaport), le port du Pirée vendu aux Chinois et aujourd'hui c'est celui de Thessalonique qui est disputé entre les Chinois et d'autres. L'équivalent de la SNCF grecque a elle aussi été vendue à l'Italie et la vente à la découpe de DEI, l'EDF grec est en cours.

Thanos Veremis, professeur émérite d'histoire à l'Université d'Athènes déclare : « *Je ne vois pas de raison de jubiler à propos de la sortie du mémorandum, parce qu'il est possible que nous allions de Charybde en Scylla* ».

L'inénarrable Pierre Moscovici a déclaré : « *L'Europe continuera à se tenir aux côtés de la Grèce* ». C'est un très mauvais présage pour les Grecs.

*Pour approfondir :*

[Les arnaques scandaleuses du « soutien » à la Grèce](#)

[Oui, Tsipras est un salaud. Démonstration](#)

[Tsipras : magnifique salaud](#)

[Grèce, entends-tu le vol noir des corbeaux sur tes plaines ?](#)

[Grèce : soumission et humiliation comme méthode de gouvernement](#)

---

---

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire